

Démagogie des bureaucrates et confusion de l'opposition en Algérie

L'attitude de la bureaucratie hétérogène qui tente de consolider son pouvoir en Algérie semble contradictoire dans ses rapports avec les étudiants d'une part, les syndicats de l'autre. Alors qu'au mois d'octobre 1965 la direction de l'U.N.E.A. était liquidée, et l'organisation étudiante prise en main sans discussion par les agents de la bureaucratie, l'U.G.T.A. ne fut pas touchée. Les congrès prévus ne se déroulèrent cependant pas et **Révolution et Travail** cessait sa parution. Préservée, l'organisation syndicale remportait à la base, au niveau des entreprises, des succès contre le patronat (nationalisation de Hachette

par exemple) bien qu'au sommet l'alliance tactique de sa direction avec l'équipe au pouvoir se manifeste par la paralysie et le silence des leaders nationaux de l'U.G.T.A. Paradoxalement, les deux manifestations étudiantes de masse de février et de mars, signes avant-coureurs de luttes ouvrières et paysannes, ont été suivies de la consolidation de l'alliance entre la direction de l'U.G.T.A. et du gouvernement. Muette pendant les grèves étudiantes, l'U.G.T.A. s'est alignée sur le gouvernement, abandonnant, semble-t-il, toute velléité d'autonomie.

CENTRISME ET DÉMAGOGIE GAUCHISTE

La bureaucratie d'Etat, ne représentant pas d'intérêts sociaux déterminés, est toujours profondément divisée, et la fraction centriste dont Boumedienne est le porte-parole sans prestige se doit de faire face à une situation sociale toujours aussi instable. Après la répression policière contre le mouvement étudiant, l'équipe dirigeante s'efforce d'éviter l'affrontement avec les masses ouvrières. Elle dispose pour cela de la surenchère démagogique, accentuant le cours « gauchiste » de ses déclarations, et pense avoir trouvé la solution de ses difficultés en recevant les louanges de la direction de l'U.G.T.A. L'anniversaire de l'U.G.T.A., le 24 février, s'est accompagné de la réparation de **Révolution et Travail**. Au discours de soutien au Conseil de la révolution prononcé par Mouloud Oumeziane, le colonel Boumedienne a répondu en lançant un appel à « l'unité révolutionnaire » contre les traîtres et les collaborateurs. Après un certain nombre de déclarations sur l'imminence de la réforme

agraire, il s'est attaqué pour la première fois au plan de Constantine toujours en vigueur depuis l'indépendance. Renouant avec la vieille pratique des voyages de prestige, il a conduit en mars deux délégations de hauts fonctionnaires dans l'est et dans l'ouest du pays, ce qui semble avoir eu surtout pour but de consolider les appareils de l'Etat et du parti dans les régions visitées.

Il est clair qu'en cherchant l'appui ferme de l'U.G.T.A., la fraction centriste de l'équipe au pouvoir tente de calmer l'impatience des masses qu'elle ne veut pas affronter, mais à qui elle continue de promettre la réforme agraire « radicale », des élections municipales, du travail et la liquidation des séquelles du colonialisme. Mais le décalage est constant entre l'abondance des promesses et la non-application d'un programme réel, du fait que les masses restent éloignées de tout pouvoir de décision.

UTILISER L'U.G.T.A. POUR FAIRE INTERVENIR LES MASSES

Malgré les concessions que la direction de l'U.G.T.A. a faites au gouvernement, la reprise des activités syndicales, et notamment des congrès, doit permettre aux

militants ouvriers conscients d'intervenir dans la vie du pays afin de donner un contenu réel aux promesses répétées du C.R. **Révolution et Travail** aborde la ques-

tion du « pouvoir ouvrier » dans les entreprises. La discussion doit s'étendre à la question combien plus brûlante du pouvoir des masses à l'échelon du pays tout entier. Les femmes syndicalistes qui ont revendiqué le contrôle des naissances montrent aussi que c'est au moyen de l'U.G.T.A. que les militants les plus conscients peuvent intervenir et proposer un plan d'action concret comme alternative à la démagogie de la bureaucratie.

Les développements de la situation de l'opposition (O.R.P.) dont une aile a commencé à manifester un rapprochement avec Boumedienne, préparant ainsi sa réintégration éventuelle dans l'appareil, posent d'une façon plus claire que jamais le problème des méthodes d'intervention qui doivent utiliser les militants révolutionnaires. Entre l'opposition hostile et farouche du C.N.D.R. (ex-P.R.S.) à la bureaucratie, opposition qui a l'avantage de maintenir un centre extérieur de regroupement, mais qui, n'ayant pas encore élaboré de plate-forme politique, n'intervient pas non plus au sein des organisations de masses, et l'O.R.P. qui se prépare au ralliement, la situation commande aux militants révolutionnaires de combiner l'intervention au sein des organisations existantes avec l'organisation d'un centre dirigeant indépendant du pouvoir de la bureaucratie.

Malgré les nombreuses déclarations favorables au programme de la révolution socialiste, il est certain que la bureaucratie, qui se caractérise par son inertie, ne saurait dépasser le stade des paroles en l'air. Dans un tel contexte, il apparaît que les militants d'avant-garde peuvent, au sein de l'U.G.T.A. notamment, donner un contenu concret aux luttes des masses pour l'application réelle et immédiate du programme réaffirmé par la direction. La détermination des masses et l'action d'une avant-garde capable de poser les jalons d'un authentique parti révolutionnaire doit permettre d'accentuer les clivages au sein de la bureaucratie et de la petite-bourgeoisie qui, dans les appareils de l'Etat et du « parti » se manifestent toujours par une impuissance congénitale.

Maurice LEGRAND.

PAPE DE L'UNITÉ...

Le Monde du 16 mars permettait involontairement un rapprochement saisissant. En première page, M. P. Viansson-Ponté soulignait le progrès de l'humanisme du P.C.F. marqué par la résolution du C.C. qui « tend la main aux chrétiens », et non plus seulement, comme par le passé, « aux travailleurs chrétiens ». En page 3, on peut lire parmi les extraits de cette résolution du C.C. : « Cette évolution (des chrétiens) trouve son reflet dans la modification qui se produit au sein de l'Eglise. Les prises de position nouvelles de l'Eglise en faveur de la coexistence pacifique et à propos des rapports entre croyants et non-croyants représentent un progrès encourageant. »

En page 2 du même journal ; on trouve un exemple de cette bénéfique évolution qui condamne les sectaires du vieux marxisme anticlérical : la Stampa de Turin souligne que la rupture de l'O.T.A.N. par de Gaulle est flétrie par le pape Paul VI, « Transparente allusion aux positions prises par de Gaulle. Le pape condamne les égoïsmes particuliers qui divisent les hommes et les institutions. »

Au Vatican, on se contente de « ne pas confirmer » l'interprétation du journal italien, et l'on ajoute que les paroles du pape ont un sens plus général et s'appliquent à tous les domaines.

Parions qu'elles concernent aussi les gauchistes qui divisent le mouvement communiste. Que voulez-vous, il est unitaire ce pape !

...ET « RELIGIEUSE »

Le film tiré de la Religieuse, le beau livre de Diderot, déjà grand scandale en son temps, est interdit par notre dévot gouvernement. Grande occasion de le conspuer, d'accord ! Mais la décision a été prise à l'instigation d'associations et de personnalités catholiques qui jouent maintenant les neutres. Dans tout cela, où est donc ce nouveau cours libéral tant prisé rue de Chateaudun ?

LE C. I. A. AU GHANA

Le coup d'Etat du Ghana, qui a déposé Kwame Nkrumah, le 24 février dernier, tandis que le leader africain était en voyage à Pékin et Hanoï, tentant de jouer un rôle de médiateur dans la guerre au Vietnam, pourrait bien avoir été inspiré par la C.I.A. Il est difficile d'arriver à d'autres conclusions au vu des vantardises de Kwo Amihya, l'ancien chef de l'Intelligence Service du Ghana, qui était en exil, à Londres.

Amihya déclara à la presse le jour du coup d'Etat qu'il avait été contacté à Londres par le « Conseil révolutionnaire ghanéen en exil ».

« Nous avons préparé ce coup depuis des mois, dit-il, mais il a eu lieu prématurément. Il n'était pas supposé avoir lieu avant août. »

Le groupe des comploteurs de Londres gardait le contact avec celui d'Acra par relais-radio dans « un pays d'Europe ». De là les messages étaient téléphonés à Londres.

D'après un reportage de l'UPI, Amihya assure qu'il a été entraîné en vue du coup d'Etat par la C.I.A. des USA.

Le bouleversement, il faut le remarquer, ne causa que peu de surprise au Département d'Etat U.S. Il « fut accueilli avec un notable manque de regret par l'Administration actuelle », dit Richard Eder, correspondant à Washington du *New York Times*, dans une dépêche du 24 février.

G. Mennen Williams, assistant du Secrétaire d'Etat pour l'Afrique, convoqua immédiatement une conférence de presse, dans laquelle il établit que les Etats-Unis pouvaient avoir de « bonnes et favorables relations » avec les chefs militaires ghanéens.

Le Département d'Etat exposa officiellement que cela ne « signifiait pas la reconnaissance » du nouveau régime. Mais c'était à seule fin d'éviter que l'on arrive à la conclusion que les

déclarations de Williams avait été prématurées.

Des fonctionnaires du Département d'Etat, dont le nom n'est pas mentionné, indiquaient que les relations avec Nkrumah s'étaient rafraîchies. Ils se référaient à un livre publié par le leader ghanéen attaquant l'impérialisme yankee.

Il existait aussi une tendance, d'après Eder, à comparer la situation avec le renversement, l'année passée, de Ahmed Ben Bella, en Algérie.

Les dispositions du Département d'Etat en vue de ménager un « intervalle décent » avant de reconnaître la prise de pouvoir militaire devaient être modifiées. Lorsque Kwame Nkrumah annonça le 25 février à Pékin son intention de retourner à Acra, le Département d'Etat laissa filtrer la nouvelle que la reconnaissance des comploteurs pourrait se faire plus rapidement, de manière à stabiliser la situation.

« Avec une rapidité délibérée, mais peu conforme à leur intention première, les Etats-Unis tendent à la reconnaissance diplomatique du régime militaire au Ghana », peut lire dans une dépêche spéciale du *New York Times*, de Washington, le 25 février. « Le Département d'Etat avait l'intention de laisser s'écouler une discrète période diplomatique avant de reconnaître le nouveau régime. Le délai doit maintenant être écourté, au vu de la déclaration faite à Pékin aujourd'hui par M. Nkrumah de retourner bientôt au Ghana pour y assumer son autorité comme chef du gouvernement. »

En tentant de trouver des raisons plus fondamentales qui expliquent la facilité avec laquelle Nkrumah tomba victime d'un complot militaire, la plupart des observateurs mettent l'accent sur la mégalomanie qui l'amena

à de grands excès, telle la création du culte de sa propre personnalité. Sa statue était érigée un peu partout(il s'appela lui-même « le rédempteur », et autres termes extravagants du même ordre. Ainsi que beaucoup d'autres leaders de pays sous-développés, il s'abandonnait également à un faste excessif.

Il était aussi intolérant vis-à-vis de toute opposition politique, menait tout dans un style dictatorial, et créa un parti unique. Naturellement, il devint de ce fait la cible de l'opposition politique clandestine.

Mais rien de tout cela n'aurait gêné les cercles impérialistes ; leur haine de Nkrumah surgit dès son opposition envers l'impérialisme, de son attitude amicale envers l'Union soviétique et la Chine, de la teinture socialiste qu'il cherchait à donner à son gouvernement, et de son mot d'ordre d'appel à l'unité africaine.

Nkrumah essaya de solliciter des investissements, et il demanda même l'aide financière de Washington. Mais les impérialistes voulaient un régime qui leur offrît une grande sécurité pour l'avenir de leurs investissements. Aussi la politique de Washington cherchait-elle à saper le gouvernement Nkrumah, politique que Nkrumah facilitait grandement en se séparant lui-même de plus en plus des masses populaires et de leurs aspirations.

Ce qui fut décisif pour la position de Nkrumah au Ghana, cependant, fut le prix du cacao. C'est la marchandise dont l'exportation est la principale source de devises du pays. La baisse précipitée du prix du cacao sur le marché mondial fut contrabalancée pendant un certain temps par les subsides gouvernementaux aux planteurs.

Il n'était pas possible pour le gouvernement de continuer longtemps cette politique et, dans des discours récents,

Nkrumah sonnait la retraite et en appelait à la nécessité de faire des sacrifices.

A la fin, Nkrumah espéra sortir le Ghana de sa dépendance d'une seule production par la diversification des cultures, et par-dessus tout en développant le potentiel de production de l'aluminium. Ceci était le principal objet de la construction du barrage de la Volta, et des tractations de Nkrumah avec les représentants de l'Aluminium Kaiser. Cette possibilité d'amélioration de la situation économique ne pouvait cependant pas être accélérée, et Nkrumah tomba victime de son blocage dans cette impasse.

(World Outlook)

NIGÉRIA : gaz lacrimogène contre les grévistes

La police nigérienne a utilisé des grenades lacrimogènes pour disperser plusieurs centaines d'ouvriers du vêtement, en grève dans un fubourg de Lagos, le 18 février dernier.

Les ouvriers, qui demandaient une augmentation de salaire, affirmèrent leur volonté de continuer leur grève en dépit des violences de la police.

L'incident était le premier de cette nature depuis le récent coup d'Etat militaire.

De grands espoirs s'étaient emparés de la population lors de la chute de l'ancien régime qui était haï à cause de sa corruption scandaleuse, de son incompétence, et de sa politique anti-ouvrière.

Le général Aguiyi Ironsi, qui dirige le nouveau gouvernement, a incité à la patience les travailleurs qui réclament une rapide élévation du niveau de vie.